

Vers une conception holistique du patrimoine mondial

Juan MAYR

Conseiller UNEP

Ancien Ministre de l'environnement de la Colombie

Ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que le monde s'est mis à reconnaître les dangers qui menacent notre planète. Ces dangers résultent de l'absence d'action concrète visant à résoudre des problèmes toujours plus aigus en matière d'environnement et à assurer la protection du patrimoine culturel. L'année 1972 marque le début d'une période décisive. En effet, elle voit mettre en place les premiers éléments de ce qui deviendra par la suite un débat de fond visant à mettre au point des mécanismes pratiques de gestion et de protection du patrimoine commun, dont dépend l'avenir de notre planète.

Un village kogui, près du cours supérieur du fleuve San Miguel dans la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie), une réserve biologique MAB que les cultures locales considèrent comme le « Cœur du monde ».

© Danilo Villafaña





Jeunes filles arhuaco, près du village indigène de Bunkwámake (Colombie). Les liens entre le patrimoine culturel et la diversité biologique sont des clés importantes pour le développement durable.

© Amado Villafañe

L'année 1972 fut marquée par deux conférences importantes : la 17^e session de la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain à Stockholm. Ces conférences, avec l'appui de programmes tels que celui sur l'Homme et la biosphère de l'UNESCO (MAB) et le Programme sur l'environnement des Nations Unies (PNUE), ont établi des points de référence indispensables au développement présent et futur de l'humanité.

La Conférence générale de l'UNESCO de 1972 adopta la Convention du patrimoine mondial, reconnaissant ainsi que l'évolution de la vie économique et sociale menaçait de détruire le patrimoine naturel et culturel, et que cette destruction appauvrirait le patrimoine du monde entier. Étant donné l'étendue et la gravité de la situation, la Convention appelait



Le paysage culturel de la Sierra Nevada de Santa Marta (Colombie).

© Danilo Villafañe

la communauté internationale à assurer la protection du patrimoine naturel et culturel du monde.

La Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain a tenté de définir les différents principes qui devaient inspirer et guider l'effort mondial pour la préservation de l'environnement humain. La Déclaration finale de cette conférence reconnaissait que notre espèce est à la fois le produit et l'architecte de son environnement, ce qui lui permet d'évoluer intellectuellement, moralement, socialement et spirituellement. De ce fait, le genre humain est en mesure de transformer son environnement grâce au développement rapide de la science et de la technologie. La Déclaration finale reconnaissait que ces nouvelles possibilités pouvaient favoriser l'apparition d'une culture mondiale et une éventuelle amélioration des conditions de vie. Elle notait néanmoins qu'une utilisation

inadéquate de ces capacités pourrait occasionner des dommages considérables au genre humain et à son environnement. Cette assertion se fondait sur les preuves incontestables de dégâts occasionnés par l'espèce humaine partout dans le monde, et sur la rupture avérée de l'équilibre écologique de la biosphère du fait de la contamination de l'eau, de l'air et des sols, la destruction et l'épuisement des carburants fossiles, et d'autres facteurs dangereux pour le bien-être physique, social et mental des êtres humains.

La Déclaration de Stockholm de 1972 soutenait que la plupart des problèmes environnementaux résultaient du sous-développement dont souffrent de nombreux pays. Elle ajoutait que des millions de personnes vivent sous les seuils minimaux acceptables et sont privées de nourriture, de vêtements, de logements décentes et d'instruction. Elle affirmait aussi que l'explosion de la population représentait un défi important pour la préservation de l'environnement.

Le rapport intitulé « Les limites de la croissance » fut publié dans la foulée de ces conférences et présenté la même année par le Club de Rome. Cette organisation réunissait certains des plus éminents économistes de l'époque, dans le but de stimuler une forme de croissance économique qui fût à la fois stable et durable. Le rapport, qui suscita une controverse considérable à l'époque, fixa l'attention sur des questions relatives à la population et la croissance économique, et aux conséquences d'un « impact écologique » croissant attribuable à l'augmentation des populations humaines. Le rapport maintient qu'une croissance économique illimitée ne saurait être soutenue dans un monde limité, et suggère que des limites soient imposées dans les domaines des ressources naturelles et de la croissance de la population, et donc en matière de pollution de l'environnement. Cette hypothèse demeure pertinente à ce jour.

Au même moment, le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) s'efforçait de promouvoir une utilisation rationnelle des carburants fossiles et de sensibiliser le public aux besoins de conservation en vue d'améliorer les relations entre les hommes et l'environnement à l'échelle mondiale.



Un lieu de rassemblement pour des rituels ou autres activités de la communauté se trouve dans la majorité des villages du site du patrimoine mondial des Rizières en terrasses des cordillères des Philippines.

© Shubert Ciencia



Atinkuna – une pierre sacrée près de Sheyzhua (Colombie), où les rituels pour la protection du « Cœur du monde » sont célébrés.

© Ricardo Rey

Diversité culturelle et sites sacrés faisant partie du patrimoine mondial

Tous ces programmes, conférences et déclarations servent désormais de base à la réflexion et à l'élaboration d'une nouvelle approche. En reconnaissance du lien étroit qui existe entre le patrimoine naturel et culturel de l'humanité, et du besoin d'agir pour en assurer la conservation, une série de discussions ont été lancées afin d'intégrer ce constat dans les concepts de diversité culturelle, de traditions, de connaissances et de valeurs spirituelles et sacrées enracinées dans la population même. Il fut ainsi admis que le patrimoine de l'humanité comporte non seulement des éléments matériels, mais aussi des valeurs et des pratiques immatérielles. Une nouvelle dimension s'est ainsi ajoutée à l'équation, reconnaissant l'inséparable relation entre le monde naturel et culturel qui, avec les connaissances traditionnelles, ont donné leur forme aux paysages culturels et à leurs sites sacrés.

L'intégration de ces nouvelles idées fut favorisée par une série de déclarations

et d'accords multilatéraux menant à des débats plus larges dans différents forums. Les plus importants furent la Convention (numéro 169) de l'Organisation internationale du travail (OIT) concernant les peuples autochtones et tribaux dans les pays indépendants ; la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Sommet de la Terre, Rio de Janeiro (1992) ; la Stratégie de Séville pour les réserves de biosphère (1996) ; l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, établie en 2000 ; la Déclaration universelle sur les droits des peuples autochtones (2006) ; la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle (2001) ; la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003) ; les Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial ; et le Congrès mondial des parcs de 2003, Durban, Afrique du Sud.

L'importance des connaissances traditionnelles

Dans la région Xishuangbanna de Chine, qui comprend le site du patrimoine mondial de la Vieille ville de Lijiang, le groupe ethnique dai est caractérisé par les temples ornés et les festivités dédiées à leur magnifique terre.

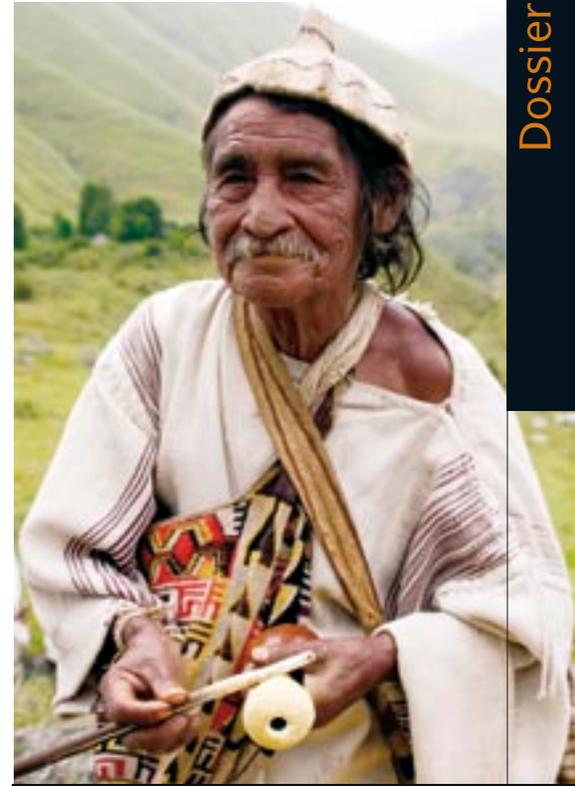
© Adam Lane



Du fait de leur isolement et leur capacité d'adaptation aux conditions défavorables, un grand nombre de civilisations ont su maintenir leur langue, leur culture et la mémoire de leur histoire en cette période de mondialisation. Les connexions et les interactions culturelles profondes qu'elles avaient établies avec leur environnement naturel s'avèrent cruciales en la matière. Nombre de ces civilisations habitent des territoires caractérisés par un haut niveau de diversité biologique. D'autres, au contraire, n'ont qu'un accès restreint à de telles ressources. Mais, dans les deux cas, les connaissances traditionnelles leur ont permis de mettre au point des formes d'adaptation durable. Elles sont pourtant plus menacées que jamais aujourd'hui par l'impact des modèles de développement dominants. Cette situation met en péril l'un des principaux atouts dont dispose l'humanité dans sa confrontation aux défis présents et à venir : changements climatiques, extinction rapide des espèces, épuisement de l'eau et des carburants fossiles et, dans de nombreux cas, viabilité même des économies locales et régionales.

Les habitants de la région montagneuse de la Sierra Nevada de Santa Marta, inscrite sur la Liste indicative de la Colombie, ont maintenu un continuum culturel depuis leur passé le plus éloigné, qui remonte bien avant la conquête espagnole au ^{xvi}^e siècle. L'adaptation des peuples autochtones, les Kogui, Arhuaco et Wiwa, à ce territoire est un exemple parfait de durabilité environnementale et culturelle. Avec une population de moins de 50 000 habitants, ce territoire ancestral occupe une formation montagneuse très vulnérable qui s'élève depuis la côte des Caraïbes jusqu'à une altitude de 5 775 m au-dessus du niveau de la mer. Cette montagne sacrée embrasse tous les niveaux climatiques, et recèle des échantillons représentatifs de tous les écosystèmes de l'Amérique tropicale.

La superficie de la terre indigène (appelée « Cœur du monde » par les habitants de cette région) est définie par une série de sites sacrés interconnectés. Chacun de ces sites est soumis au droit coutumier qui commande le comportement social, culturel et environnemental de la communauté. Tous ces sites (qui comprennent notamment des



Un ancien du peuple kogui.

© Danilo Villafañe

Les connaissances autochtones et la gestion durable des ressources naturelles dans les communautés traditionnelles comme celles du peuple masai du Kenya sont menacées par le développement moderne.

© Jerzy Strzelicki



Sites naturels sacrés et diversité culturelle

Des sociétés du monde entier ont accordé un statut spécial à certaines zones naturelles et les ont mises à part en tant que sites sacrés – soit en reconnaissant leurs dieux et leurs esprits, soit en les consacrant comme lieux de pèlerinage dédiés à leurs ancêtres. Dans de nombreux cas, l'accès à ces sites sacrés était restreint. Les bosquets, les montagnes, les rivières et autres sites sacrés sont alors devenus d'importantes réserves de diversité biologique, préservant des espèces exceptionnelles ou rares de plantes et d'animaux.

Les sites naturels sacrés et les paysages culturels peuvent-ils contribuer à une conservation efficace de la diversité biologique ? Un symposium international consacré à ce sujet fut organisé à Tokyo en 2005 et aboutit à l'adoption de la « Déclaration de Tokyo ». Cette Déclaration encourageait les organisations et les scientifiques à poursuivre leur collaboration en vue de sauvegarder la diversité biologique et culturelle présente dans les sites naturels sacrés et les paysages culturels. Elle invitait également les gouvernements et les gestionnaires de zones protégées de tenir compte des Orientations UNESCO/UICN pour la conservation et la gestion des sites naturels sacrés.

Les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO du Parc national d'Uluru-Kata Tjuta, en Australie (réserve de biosphère d'Ayers Rock-Mount Olga), et du Parc national / Forêt naturelle du mont Kenya sont deux sites naturels sacrés importants. D'autres sites sacrés font partie de réserves de biosphère de l'UNESCO. C'est le cas de Bogd Khan Uul en Mongolie, Nilgiri en Inde, et Dinghushan et



Xishuangbanna en Chine. Ces sites présentent diverses caractéristiques – zones boisées, montagnes, îlots, grottes et rivières – que les habitants ont tenues pour sacrées au cours des siècles. L'UNESCO voit dans ces sites les preuves d'un lien étroit entre la diversité culturelle et la diversité biologique. Ils démontrent en effet que ces sociétés et leurs systèmes symbiotiques sont en mesure de conserver la diversité biologique *in situ*.

L'inscription du Parc national de Tongariro (Nouvelle-Zélande) sur la Liste du patrimoine mondial en 1993, en tant que premier paysage culturel, également sélectionné pour les liens spirituels que le peuple maori maintient avec son environnement, a démontré que la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO adoptait de nouvelles approches pionnières pour la protection de la diversité culturelle et naturelle de la planète.

Le Parc national d'Uluru-Kata Tjuta présente des formations géologiques spectaculaires qui dominent la vaste plaine sableuse du centre de l'Australie. L'immense monolithe d'Uluru et les dômes rocheux de Kata Tjuta, à l'ouest d'Uluru, font partie intégrante du système de croyances traditionnelles de l'une des plus anciennes sociétés humaines. Les propriétaires traditionnels d'Uluru-Kata Tjuta appartiennent au peuple aborigène des Anangu.

Les sites sacrés contiennent des réserves importantes de diversité génétique et d'espèces, et ils peuvent aider à protéger les écosystèmes contre la dégradation de l'environnement. De cette façon, la nature transdisciplinaire de l'interface entre les perceptions culturelles et la logique scientifique, en ce qui concerne la protection efficace de la diversité biologique et culturelle constatée dans les sites sacrés, fournit des modèles convaincants pour l'élaboration d'une conservation intégrée et de programmes de développement, mis en œuvre par des organisations pour l'environnement et le développement.

Si nous voulons recevoir et conserver le soutien et l'engagement des peuples autochtones et des populations locales dans la conservation de la diversité biologique, il faudra aussi que les exemples de conservation traditionnelle des sites sacrés et des paysages culturels reçoivent une plus grande reconnaissance et diffusion en tant que modèles alternatifs d'utilisation des terres et donc d'un développement durable qui repose sur des connaissances traditionnelles.



Rassemblement de chefs spirituels kogui, appelés *Mamas*, près du fleuve San Miguel. Les Kogui sont très sensibles aux déséquilibres écologiques qui peuvent affecter les générations à venir.

© Danilo Villafañe

lacs et des rivières bordés d'importantes terres agricoles qui se jettent dans la mer des Caraïbes, de hauts pics montagneux et d'anciens peuplements en pierre) sont orientés sur les constellations dans des lieux où la mémoire des ancêtres de tous les éléments culturels et naturels a été fidèlement entretenue depuis la nuit des temps. Ils sont également reconnus comme les points d'origine de différentes lignées de la communauté, et servent de lieux de réunion où sont prises toutes les décisions relatives à la protection et à la gestion de la terre. On y fait également des offrandes, et des rituels saisonniers y sont célébrés. Les rituels culturels, présidés par les chefs spirituels ou *Mamas*, maintiennent l'équilibre entre la société et la nature. Aujourd'hui pourtant, le territoire est menacé non seulement par l'arrivée de fermiers déplacés, mais aussi par des projets de construction démesurés qui mettent en péril cette entité culturelle et ses sites sacrés.

Ces deux menaces représentent un danger considérable, non seulement pour la survie culturelle d'une population qui s'est maintenue pendant des milliers d'années, mais aussi pour la viabilité du développement d'une grande partie de la région Colombie-Caraïbes. Avec plus de 1 500 000 habitants, cette région dépend

des ressources de cette grande « fabrique d'eau », dont les villages autochtones sont les meilleurs gardiens.

Diversité culturelle et biologique : une garantie pour la viabilité de la planète

La Sierra Nevada de Santa Marta, inscrite par l'UNESCO dans le Réseau mondial des réserves de biosphère, n'est qu'un exemple parmi d'autres. Chaque continent possède des sites, des paysages et des cultures avec des caractéristiques comparables, où la diversité culturelle et les systèmes de croyance entretiennent

Pour de plus amples informations :

Cahiers du patrimoine mondial, n° 13 : *L'union des valeurs universelles et locales : la gestion d'un avenir durable pour le patrimoine mondial.*

<http://whc.unesco.org/en/series/13/>

Conserver la diversité culturelle et biologique : le rôle des sites naturels sacrés et des paysages culturels. Compte rendu du Symposium international, Tokyo, 30 mai-2 juin 2005. UNESCO, Paris, 2006.

<http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001478/147863e.pdf>

Rössler, M. : Améliorer la conservation du patrimoine mondial : liens entre le matériel et l'immatériel. *Patrimoine Mondial*, n° 32, 2003, p. 64-67.

Jumelages de paysages sans frontières ? Dans : *Le patrimoine mondial au 5^e Congrès de l'UICN sur les parcs mondiaux.* Durban, Afrique du Sud, 8-17 septembre 2003. Cahiers du patrimoine mondial, n° 16. Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, 2005, p. 23-26.

<http://whc.unesco.org/en/series/16/>

Biodiversity in UNESCO

<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001514/151402e.pdf>



CONABIO

*Commission nationale pour la connaissance et l'utilisation de la biodiversité
Mexique*



La CONABIO a été fondée il y a 16 ans afin d'intégrer, de systématiser et d'actualiser les connaissances sur l'exceptionnelle richesse de la biodiversité du Mexique. Ce savoir, mis également à la disposition du public, contribue ainsi à fournir une base scientifique aux décisions prises sur le sujet.

Au départ, la CONABIO se consacra à l'adaptation du Système National d'Information sur la Biodiversité (SNIB), à partir de bases de données contenant de l'information sur des spécimens mexicains présents dans les collections scientifiques d'institutions nationales et étrangères. Elle développa des processeurs de données et conceva des moyens de rendre disponible via Internet cette information, intégrée dans un système d'information géographique et complétée, entre autres, par des données cartographiques par satellite, climatiques, géographiques et socio-économiques.

Ensuite, elle intégra dans le SNIB une information plus vaste sur les espèces, les populations et les écosystèmes. Elle développa des outils bio-informatiques et de prévisions afin de réaliser des analyses complexes et générer ainsi une connaissance nouvelle qui répond à des questions spécifiques des secteurs gouvernementaux et sociaux. Ainsi, la CONABIO commença à fournir des produits et services qui permirent aux différents utilisateurs de prendre des décisions plus réfléchies et sur une base scientifique. Le site de la CONABIO reçoit, en moyenne, 68.000 visites par jour.

Institution établissant un lien entre l'éducation, le gouvernement et la société civile, la CONABIO met à disposition de ses utilisateurs, dans la langue voulue, le savoir sur la biodiversité mexicaine fournie par des scientifiques, contribuant ainsi à former du capital humain. Grâce à son travail et ses résultats, la CONABIO est reconnue comme l'une des meilleures institutions de ce type au monde, et le SNIB sert de modèle d'application pour d'autres pays.

une relation intrinsèque avec la diversité biologique, et représentent une source d'échange, de créativité et d'innovation indispensables à la stabilité et à la survie. Ceci s'avère d'autant plus flagrant dès lors que nous admettons que l'agriculture représente l'une des principales interfaces entre la culture et la biodiversité. Le respect de la diversité culturelle demeure le meilleur moyen d'assurer la diversité biologique et la sécurité alimentaire, et réciproquement.

Le mode de vie de la plupart des villages autochtones dépend de la diversité biologique de leurs terres et, bien sûr, du respect avec lequel la plupart d'entre eux traitent ces terres. La diversité culturelle est bien plus complexe qu'il ne paraît. Derrière chaque culture se profilent un mode de vie et une adaptation aux conditions qu'impose l'environnement naturel, son histoire, ses codes éthiques et moraux, ses systèmes de pensée et croyances, son développement technologique et institutionnel.

Aujourd'hui, même si nous tirons certains avantages de la mondialisation, les signes du déclin progressif des systèmes naturels qui assurent le maintien de la vie et de l'économie paraissent irréfutables. Ces signes devraient nous sensibiliser à la crise qui menace l'environnement et à laquelle nous sommes désormais confrontés. D'autres soulignent également que la diversité culturelle de notre planète se trouve confrontée à des menaces sans précédent, l'une d'elles étant la disparition d'environ 2 500 des 5 000 à 7 000 langues encore en usage de par le monde. Ces dangers qui pèsent sur la diversité culturelle et les connaissances traditionnelles, menacent aussi le développement durable.

Tout au long de l'histoire de l'humanité, des puissances dominantes ont imposé leur langue et leur vision culturelle sur d'autres territoires et civilisations. Il est temps de marquer un arrêt dans le processus actuel de mondialisation, afin de réfléchir aux moyens de surmonter les problèmes auxquels se heurte notre civilisation. Des territoires tels que la Sierra Nevada de Santa Marta justifient les efforts déployés à ce jour par la communauté internationale. Nous devons poursuivre ces efforts afin de protéger le patrimoine de l'humanité. 🌱



L'héritage environnemental et culturel des tribus autochtones, tels les Arhuaco, doit être protégé.

© Danilo Villafaña